

Tony Blair lance un programme pour lutter contre "les causes de la criminalité juvénile"

LE MONDE | 17.05.07 | 15h34 • Mis à jour le 17.05.07 | 15h34

LONDRES CORRESPONDANT

T "Dur envers la criminalité, dur envers les causes de la criminalité" : tel était l'un des thèmes de prédilection de Tony Blair lors de son arrivée au pouvoir en 1997. Avant de quitter son poste, le 27 juin, le premier ministre britannique a voulu renforcer son image de champion de la lutte contre la criminalité juvénile — l'une des préoccupations premières des habitants des quartiers défavorisés des grandes villes. M. Blair a annoncé, mercredi 16 mai, un programme d'assistance aux femmes enceintes "à problèmes", dont les enfants pourraient devenir délinquants. Il entend mettre ainsi l'accent sur la prévention.

Baptisé "partenariat infirmière famille", ce projet concerne les femmes dès la 16^e semaine de grossesse et jusqu'à ce que l'enfant soit âgé de 2 ans. Des assistants sociaux ou des sages-femmes doivent aider ces futures mères à améliorer leur hygiène de vie en cessant de fumer ou de se droguer durant la grossesse. Ces rencontres hebdomadaires doivent également permettre de créer un lien entre la jeune femme et son enfant.

Aujourd'hui, les services sociaux assurent quelques visites prénatales chez les futures jeunes mères de 15 à 18 ans vivant en foyer ou chez des parents. Mais les coupes dans le budget du service national de santé ont réduit le nombre de ces visites. Enfin, ce soutien varie selon les régions, les bastions ouvriers du centre et du nord, qui en ont le plus besoin, étant les moins bien lotis.

Ce programme de soutien familial a été testé aux États-Unis et aurait fait ses preuves : les enfants concernés bénéficient de meilleures capacités de langage, d'un quotient intellectuel supérieur et présentent moins de troubles du comportement que ceux qui n'ont pas bénéficié de cette aide. Du côté des mères, l'amélioration de la santé prénatale est indéniable, et on constate moins de violences à l'égard de l'enfant. "Il s'agit de tirer profit de l'instinct maternel consistant à protéger son enfant", assure le pionnier de ces expériences, le pédiatre américain David Olds, pour qui ce projet permettrait à l'État d'économiser 25 000 dollars par tête, quand l'enfant devient adulte.

Le gouvernement travailliste a consacré 7,5 millions de livres (11 millions d'euros) à ce programme qui doit être appliqué dans dix des zones les plus pauvres du royaume, à l'instar de Tower Hamlets à Londres, Manchester et Barnsley. "C'est la meilleure aide et la plus adéquate pour leur fournir une chance de faire quelque chose de leur vie", a expliqué Tony Blair qui espère, en lançant cette initiative, améliorer son bilan controversé d'un pays devenu plus riche mais doté d'inégalités accrues.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la campagne contre les incivilités fondée sur un arsenal de mesures répressives contre les comportements "asociaux". Conscient que cette politique s'attaque aux symptômes du mal plutôt qu'à ses causes, M. Blair a voulu parallèlement venir en aide aux catégories les plus vulnérables.

Tout en convenant de l'urgence d'agir contre la délinquance juvénile, plusieurs associations qui mènent un travail social en milieu urbain contestent la pertinence de cette politique "gadget". Pour leur part, des organisations d'aide à l'enfance déplorent la stigmatisation de certaines mères "à risques". De son côté, l'opposition conservatrice voit dans cette assistance une extension dangereuse de l'intrusion de l'État dans la vie privée.

Marc Roche

Article paru dans l'édition du 18.05.07.

[Retournez en haut de la page](#)